**TRIBUNE :**

**LA CRISE DE LA PANDÉMIE À COVID19, UNE MENACE GLOBALE À LA SÉCURITÉ À TRAITER : PLAIDOYER POUR UNE RIPOSTE GLOBALE FACE À UNE MENACE GLOBALE**

Issus de la famille des *Corognaviridae*,les Coronavirus, dont fait partie le COVID 19, sontune famille de virus responsables d’infections bénignes, dont les mutations peuvent s’avérer être particulièrement virulentes sur la santé physiologique des personnes atteintes (adultes, séniles et mineures) en affectant les organes responsables des fonctions entériques, neurologiques et respiratoires[[1]](#footnote-1). Si chronologiquement le premier foyer de contamination du SARS-CoV-2, responsable de la pandémie à Covid19, est apparu en République Populaire de Chine dans la ville de Wuhan située dans la Province de Hubei au mois de Décembre [2019](https://fr.wikipedia.org/wiki/2019), force est de constater que la propagation de cette maladie touche l’ensemble des Etats de tous les continents avec des conséquences catastrophiques au niveau mondial et à des degrés variables d’exposition. La Pandémie à COVID19, qui se pose comme une crise sanitaire à grande échelle, du point de vue de son origine, recèle aussi des éléments crisogènes dans une perspective de globalité. Une globalité qui sied à l’analyse des perceptions sur cette menace constituée et agissante, mais aussi sur la construction d’une stratégie de riposte face à celle-ci par les Etats au niveaux mondial, régional et interne.

1. ***LA PERCEPTION DE LA PANDEMIE A COVID 19 COMME MENACE A LA SECURITE GLOBALE***

De manière laconique, lacunaire et tout aussi simpliste, la notion de sécurité renvoie à une pensée, un fait, et somme toute faite à une construction d’un état réel ou supposée d’un ou de plusieurs sujets qui se sentent et considèrent hors de portée d’une ou de plusieurs menaces réelles ou supposées. Cet état de chose amène à supposer que celle-ci est autant une réalité qu’une construction qui travaille les structures mentales et idéelles des individus sur les risques qu’ils sont susceptibles d’encourir dans l’environnement qui est le leur, face aux divers phénomènes dont ils font face. Loin de l’idée de postuler le tout sécuritaire de la disposition de l’homme face aux contraintes que lui imposent son environnement, il est tout de même important de noter que dans l’environnement social, le besoin de sécurité est central et se confronte à tous les risques générés par les faits sociaux pouvant menacer la quiétude, le moral et l’épanouissement de l’homme dans la société. Vue sous cet angle, la crise du sanitaire à COVID19 porte des germes susceptibles de constituer un risque sécuritaire, et bien évidement une menace à la sécurité, dont il est important d’élucider sous l’angle de la globalité.

Si historiquement concevoir la sécurité dans sa perspective globale et humaine  revient à élucider les diverses tendances de cette réalité et de ce besoin (militaire, politique, sociétale, environnemental et économique)[[2]](#footnote-2), il n’est pas aisé d’élucider de manière précise le contenu sémantique complexe et multiple de ce concept donc la compréhension, en relation avec la réalité de la menace de la pandémie à COVID19, constitue tout d’abord comme menace à la sécurité (A), mais aussi comme menace à la sécurité dans une perspective globale (B).

1. ***LA PANDÉMIE À COVID19 COMME MENACE À LA SÉCURITÉ***

Le Centre québécois de ressources en promotion de la sécurité, définit cette dernière comme étant *« un état où les dangers et les conditions, pouvant provoquer des dommages d’ordre physique, psychologique ou matériel, sont contrôlés de manière à préserver la santé et le bien-être des individus et de la communauté. C’est une ressource indispensable à la vie quotidienne qui permet à l’individu et à la communauté de réaliser ses aspirations »*[[3]](#footnote-3). Cette définition très large et générale, appliquée à la Pandémie à COVID19, permet sur le plan épistémologique de la poser dans une perspective globale, avec fort peu de césures phénoménologiques, tout en suggérant des pistes d’analyse adaptées. Lesdites permettent de décrire l’essence objective (réelle) et subjective (construite) de cette menace à la sécurité d’origine sanitaire du point de vue épistémologique (1) et du point de vue méthodologique (2).

1. **L’enjeu épistémologique de compréhension de la menace**

L’enjeu épistémologique qui gouverne la compréhension de la pandémie à COVID19 comme menace à la sécurité se structure d’une part, sur le caractère objectif ou non de celle-ci, mais d’autre part sur le plan subjectif, par les constructions de sens y relatives. Percevoir la pandémie à Covid 19 comme menace à la sécurité relève d’une certitude confirmée par la réalité et par les constructions. En tant que menace objective à la sécurité, la menace que constitue la pandémie du COVID19 engendre des implications dont la gravité sur le plan empirique est certaine. Les dommages sanitaires et létaux (barre d’un million de personnes atteintes au 3 avril 2010 avec plus de 82.000 cas en Chine le foyer d’origine)[[4]](#footnote-4), avec plus de 55.092 personnes décédées à ce jour, les pays les plus touchés étant l’Italie (13.915), l’Espagne (10.935) et les Etats Unis d’Amérique (6099)[[5]](#footnote-5). Dans ce bilan d’étape macabre, l’Afrique s’en tire avec …[[6]](#footnote-6). Et le Cameroun avec près de 600[[7]](#footnote-7) cas et près d’une dizaine de morts (09)[[8]](#footnote-8).

Sur le plan subjectif, la menace que représente la pandémie du covid19 suscite autant de fantasmes que de d’angoisses légitimes ou non au sein des collectivités humaines, tant les conséquences traumatiques suscitées par cette pathologie irradient les imaginaires collectifs et individuels des populations et des individus à diverses échelles et dans divers domaines de la vie sociale. Ainsi, mieux saisir cette menace dans son essence du point de vue strictement logique, offre des éléments de pertinence empiriques, mais aussi suscite des craintes réelles ou supposées chez les individus et les collectivités humaines de divers niveaux. Si cette maladie suscite autant d’éléments factuels et rationnels, c’est qu’en réalité sa compréhension mobilise des schèmes et chemins méthodologiques dont il est tout aussi important de cerner les enjeux dans une perspective d’élucidation du sens.

1. **L’enjeu méthodologique de compréhension de la menace**

La construction méthodologique de la pandémie à Covid 19 comme menace à la sécurité emprunte les sentiers des diverses échelles humaines susceptibles d’être fortement touchées par cette dernière. A ce titre, on peut observer à travers ses développements, son dynamisme et sa propagation, que cette maladie s’attaque à la sureté physiologique et psychologique des individus, et des groupes et collectivités humaines. De manière concrète, on peut dire que ***l’affection à Covid19*** représente de manière croissante une menace pour trois types d’acteurs, à savoir : les Etats, les sociétés et les individus. Ces trois types d’acteurs impliquent le fait pour la menace de revêtir une nature étatique (à tous niveaux), une nature sociétale multiple et une dimension individuelle.

Face à l’enjeu important de compréhension de la pandémie à covid19 comme menace à la sécurité, reconnaitre son caractère objectif du fait de ses conséquences empiriques, et son subjectif du fait des fantasmes légitimes ou non suscités par elle sur le moral des populations, induit de comprendre que celle-ci touche l’ensemble des acteurs des collectivités humaines existantes sur les plans systémiques et individuels. Voilà pourquoi, il devient tout aussi important d’élucider les diverses dimensions sécuritaires qu’elle constitue comme menace à la sécurité globale.

1. ***LA PANDÉMIE À COVID19 COMME MENACE À LA SÉCURITÉ GLOBALE***

Concevoir ou construire la pandémie à COVID19 comme menace à la sécurité globale ne va pas de soi, même si son dynamisme et sa mutation offrent pourtant des éléments susceptibles d’en apporter avec certitude la preuve d’une telle considération conceptuelle. Si une menace à la sécurité globale se définit comme une menace qui impacte non seulement le moral et la réalité de la sureté, de la quiétude des individus et des groupes sur l’ensemble des domaines de l’activité humaine et sociale, il va sans dire que ceux-ci ne limitent pas sa globalité à une dimension géographique politique. La pandémie obère plutôt à une logique holiste qui recèle des éléments de pertinence, non seulement de par la construction des perceptions géopolitiques (1), mais aussi de par les autres constructions phénoménologiques mobilisables (2).

1. **Les perceptions géopolitiques : la pandémie à COVID19, une maladie de la mondialisation.**

Du point de vue géopolitique, ou principalement d’une lecture liée à une construction de géographie politique, considérer la pandémie à COVID19 comme menace à la sécurité globale revient à dire que celle-ci touche l’ensemble des continents du système-monde, des espaces régionaux et sous régionaux, et si ce n’est freinée, dans une dimension prospective, l’ensemble des Etats de la planète. Si cet état des choses est une réalité factuelle, il est important de dire qu’elle est favorisée de la nature génétique même de la mondialisation. Sa marque intrinsèque est la contraction de l’espace et du temps favorisée par les progrès scientifiques et technologiques, notamment dans les domaines du transport ayant pour corollaire la circulation plus fluide des biens et des personnes. À ce niveau, on peut donc affirmer que la mondialisation est une foire qui offre des niches importantes de propagation et de circulation de la pandémie en constituant un vecteur, dont le caractère endomorphe permet d’atteindre des cibles multiples et diversifiés. Le niveau de létalité causé par le dynamisme des vecteurs andromorphes, utilisant la mondialisation comme rampe de lancement thanatocratique de la pandémie, devient une certitude dont la dynamique est à freiner. Ainsi et de manière concrète, sur le plan géopolitique, on peut constater que la pandémie à covid19 est une menace à la sécurité d’essence quadripolaire, avec pour expressions les champs, le global, le régional et l’interrégional, le transnational et l’intérieur, puisque ses dynamiques de progression et d’expression géographiques et géopolitique[[9]](#footnote-9). À cette globalité géopolitique, il est aussi important d’explorer les rationalités heuristiques et phénoménologiques applicables à cette dernière.

1. **Les perceptions phénoménologiques**

Au-delà d’être une maladie de la mondialisation, dont la nature amplificatrice est favorisée par les flux globaux de populations à travers les voies aériennes, terrestres, maritimes et hydriques, la pandémie à COVID19 est aussi une menace à sécurité qui se déploie sur une pluralité de domaines de la vie sociale. Grace aux lectures phénoménologiques précises qui en favorisent la dissection et la catégorisation analytique, et bien évidemment, l’élucidation des risques encourus et générés par cette attaque d’origine sanitaire. En effet, les perceptions phénoménologiques sur la Pandémie à COVID19, loin de confiner la compréhension de la menace à une perspective sanitaire-centrique fortement réductionniste, consiste à mettre en lumière les diverses tendances susceptibles de fournir des rationalités validées par les manifestations de la menace. Loin des controverses scientifiques et analytiques sur les approches globales systémiques et atomistes, force est de constater que les lentilles phénoménologiques reconnaissent de manière minimale un *caractère deca-dimensionnel* à cette menace sécuritaire globale. Au-delà des quatre premières dimensions déjà évoquées dans une perspective géopolitique, notamment internationalistes à savoir mondiale, régionale, et transnationale, cette affection constitue aussi une menace à la sécurité et intérieure. En effet, « *la sécurité intérieure se définit d'abord par sa finalité. Celle-ci se présente sous trois dimensions : 1. la sécurité objective, celle qui prévaut quand les crimes et délits étant rares, nous ne risquons d'être ni attaqués, ni dépouillés, ni exposés à une mort violente ; 2. la tranquillité d'esprit ou le sentiment d’être à l'abri du danger ; 3. la paix civile, qui ne consiste pas vraiment en l'absence de conflit, comme le souligne Baechler (1994), mais en l'assurance que ces conflits ne risqueront pas de déboucher sur la violence »[[10]](#footnote-10).* Cette pandémie constitue donc une niche de risques sécuritaires sur le plan intérieur. Et celles-ci peuvent muter dans leur essence, en menaces plurielles.

La pluralité des menaces générées par l’affection à COVID 19 est politique, économique, juridique, éthiques, et technologique et culturel.

* **Comme menace politique**

Les crises à grande échelle, qu’importe leurs natures, sont de moments importants de redéfinitions des logiques de manœuvres, de redistribution, de position, et de recomposition des rapports de puissance et de pouvoir dans les systèmes politiques et diplomatiques aux plans interne et international. La crise sanitaire liée à la pandémie à COVID 19 en est l’illustration parfaite de cette réalité, non seulement sur le plan de la politique internationale, mais aussi au niveau de la politique intérieure.

* *Concernant la politique internationale*,

Au-delà de la rhétorique diplomatique antagoniste entre les principales puissances du directoire du monde, où se situent les centres dominants de puissance (Etats Unis d’Amérique, Chine, Russie, etc.)[[11]](#footnote-11), et les puissances moyennes et régionales fortement affectées ( Italie, Espagne, Iran, etc.), aux pays du tiers monde qui redoutent la propagation létale à grande échelle de cette menace, les prises de positions oscillent entre accusation, coopération, méfiance et logiques de domination et de contrôle des dynamiques de fournitures de solutions à la crise sanitaire mondiale.

Si certains systèmes se targuent de connaitre des mérites observables à travers une maitrise et une circonscription plus au moins efficaces des risques liées à cette menace (Chine, Russie, Inde, Corée du Nord.), on note une difficulté évidente pour certains pôles centraux et globaux de puissance à faire fléchir les tendancespropagatrices et létales de cette maladie. Ces dernières semblent, se développer de manière croissante (Etats Unis, France) en leur sein dans une perspective thanatocratique, cinq mois après la survenue de cette pathologie en chine, en favorisant les mouvements les dynamiques stratégiques de puissance entre les Etas et les acteurs globaux. La crise sanitaire du Coronavirus devient l’un des théâtres de la compétition politique entre les Etats sur leurs modèles et les solutions qu’ils sont susceptibles de fournir. Une situation qui affecte fortement les équilibres géopolitiques globaux et les considérations sur la hiérarchie entre les puissances mondiales, notamment sur le plan économique et sanitaire, avec notamment la Chine qui émerge comme la figure étatique la plus importante, portée par sa *diplomatie du masque* et son modèle de libéralisme planifiée dont l’une des principales figures et rampes de lancement est le milliardaire Jack Ma. Cet industriel qui apparait dans cette crise comme le bras armé de la diplomatie chinoise.

Face à la menace générée par la Pandémie à COVID19 au sein de la société internationale, on observe trois faits majeurs qui constituent des enjeux stratégiques déterminants pour les acteurs internationaux et transnationaux. Le premier est le retour des manœuvres stratégiques et diplomatiques des Etats et des acteurs qui leurs sont dérivées (ONU, OMS, FMI, G20, etc.). Au-delà de la crise du multilatéralisme qui amène certains Etats à reconsidérer leur engagement au sein de certaines organisations internationales (Etats Unis à l’OMS), on observe déjà une émergence d’une *« diplomatie du masque »,* fille du succès des capacités de l’Empire du milieu à faire face à la menace, et à exporter sa solution aux Etats vulnérables à la menace. En outre, des conférences entre leaders politiques étatiques mondiaux, s’observent toujours en vue de mobiliser les moyens et solutions, dans des logiques de puissance et de quête d’intérêts dans cette dynamique critique, à tendance globale (entre les puissances du G20), et tendance néocoloniale entre certaines puissances et leurs anciennes colonies ou pays constituant leurs zones d’influence.

Le second fait est le branle-bas des firmes multinationales qui structurent leurs stratégies en vue de contrôler les niches de leurs secteurs d’activités (pharmaceutiques, laboratoires de recherches, fournitures de biens et services para-sanitaires…). Le troisième et dernier s’observe quant à lui au niveau des opinions publiques qui montent aux créneaux pour dénoncer les faiblesses des politiques publiques globales y relatives. À ces impacts touchant la politique internationale, on peut aussi évoquer les risques sécuritaires sur le plan de la politique intérieure.

* *Sur le plan de la politique intérieure,*

La sécurité est un enjeu essentiel à la survie de l’Etat, de ses institutions et de sa population à tous niveaux, depuis sa genèse à nos jours. Les menaces à la sécurité intérieure qui renvoient à *« celles qui sont associées à la vie en société, d'abord et surtout l'activité délinquante et criminelle, mais aussi les incivilités et les excès qui font courir un risque aux personnes ou aux biens »*,[[12]](#footnote-12) peuvent se traduire concrètement autour de trois enjeux que sont le moral des populations, la stabilité des institutions, l’exercice des libertés publiques et individuelles. La pandémie à Covid19 engendre d’innombrables effets psychologiques sur les populations qui oscillent entre paranoïa et insouciance. Pour éviter cette navigation vers les extrêmes, dans le but de combattre la panique généralisée et l’absence totale de prise de conscience, il devient dès lors pour les pouvoirs publics, et les acteurs de la galaxie médiatique (médias classiques et cyber-médias, ou médias traditionnels et nouveaux médias), de participer à l’effort de vulgarisation des enjeux de préservation de la population tout en évitant de faire courir une surenchère au niveau de l’opinion. A ce titre, il est davantage important de privilégier la lucidité, face à l’insouciance et au pessimisme généralisé qui prend corps dans les esprits ce qui, de manière fort probable peut aussi influencer la stabilité des institutions.

Face à la menace qui se profile avec la Pandémie du Covid19 et les effets générés pars cette dernière, il est devenu crucial, en *période de grande paranoïa* et de *grandes perturbations* de protéger les sociétés des risques éventuels sur les systèmes de croyance aux normes, valeurs, règles et d’organes que sont les institutions publiques. La croyance en la légitimé de l’Etat, et du gouvernement comme institutions et organes commis pour garantir la sécurité et d’apporter des solutions aux problèmes sociaux, est en situation normale plus forte, et moins éprouvée dans les représentations collectives qu’en situation critique. Il devient dès lors important pour le gouvernement de renforcer dans ce contexte précis, sa légitimité et son caractère providentiel aux yeux des populations. Pour y parvenir ce point précis, deux axes sont à développer : celui de la maitrise du moral des populations par la vulgarisation des solutions lucides et efficaces dans le contaminent critique, mais aussi de contrôler les dynamiques insurrectionnelle, anarchique et de désobéissance civile visant à favoriser l’émergence des groupes illégitimes et illégaux au pouvoir par des méthodes extraconstitutionnelles, antidémocratiques et non électorales consacrés par les bonnes pratiques connues et acceptées. Une situation de fragilisation de la crédibilité et de la légitimé du Gouvernement (Lato sensu) engendrerait à coup sûr, l’envol de menaces séditieuses à la sécurité sur le plan interne, ce qui n’est en rien une garantie de solution efficace et démocratique à la panique des populations qui en pareilles circonstances sont vulnérables aux solutions, mêmes les plus aventurières flatteuses de leurs besoins objectifs et subjectifs de sécurité. Ce besoin de sécurité dont la non-fourniture empêche l’exercice rationnel et maitrisée de l’exercice des libertés publiques et individuelles.

En tant que vecteurs déterminants de propagation de la maladie, la mondialisation avec ses flux de populations et les rassemblements importants de personnes, constituent des éléments fondamentaux de la jouissance des libertés publiques et individuelles au sein des sociétés autant internationales que nationales.

## Si des mesures à impact international comme la fermeture des frontières atténuées par la circulation des flux commerciaux de marchandises sont prises (Etats Unis, Cameroun, etc.), on observe aussi avec la survenue de l’infection à covid19 et son *processus de pandémisation*, l’émergence de réelles difficultés sur le plein exercice et la jouissance normales des libertés qui sont freinées par des mesures de confinement et de quarantaine (CHINE, Italie, France…). Dans le même ordre d’idées, les limitations juridiques et administratives liées aux contextes juridiques exceptionnels (état d’urgence sanitaire dans les pays où cela existe comme la France, le confinement localisé et réduit.), ou tout simplement des mesures de distanciation sociales, aux fortunes diverses, participent de la large palette d’actions de ripostes qui limitent fortement l’exercice des libertés publiques et individuelles. Des écoles fermées à l’interdiction des Rassemblements, de la limitation de la fréquentation des transports communs, mais nullement une interdiction totale d’activités professionnelles généralisée, ce qui renverrait à un confinement général et total impossible à réaliser. Ce ralentissement dans l’exercice des libertés entraine un impact sur l’activité économique.

* **Comme menace économique**

Face à la réduction des flux de populations et l’accroissement des mesures de distanciation sociales multiples, la pandémie à Covid19 devient dès lors une menace qui impacte de manière significative le champ économique dans plusieurs secteurs. Les secteurs économiques menacés vont du secteur primaire, secondaire et tertiaire. De plus, l’impact sur le secteur formel, des PME, aux MI, allant aux grandes industries fournisseuses de biens et de service, le ralentissement de la production et les manques à gagner sont des tendances lourdes évidentes et préoccupantes. L’effondrement des principales places aux Etats Unis et en Europe laissent penser la situation générée par la *crise des subprimes* avec des baisses à plus de 12%, tout ce qui laisse entrevoir une récession générale de l’économie mondiale. Cette récession se matérialise aussi le ***krach pétrolier*** qui se caractérise par la chute vertigineuse des cours du *Brent,* l’augmentation de la dette des entreprises et de la fragilisation des banques. A ce titre, le Président américain pense que *« Nous sommes confrontés au plus grand défi économique mondial que l’humanité n’ait jamais eu à relever ».*

Pour les pays africains, dont les économies sont fortement dépendantes des matières premières, et une forte propension à son essence informelle, la crise est tout aussi réelle et la menace sérieuse. Chute des importations et réajustements des prévisions budgétaires, notamment du fait de la baisse des recettes fiscales et douanières, les pays africains s’apprêtent à subir de plein fouet, les coups de la pandémie à Covid19. Elle est davantage plus sérieuse dans la mesure où le caractère informel de bon nombre d’entre elles exposent les masses laborieuses qui constituent un terreau de contamination fertile dans les marchés, les transports en communs, les lieux de cultes et les manifestations culturelles dont le respect des mesures liées au confinement et à la distanciation sociale demeurent encore peu adoptées du fait de l’extrême pauvreté que connaissent les populations. En outre, la pandémie à coronavirus constitue aussi un vecteur de propagation de la criminalité économique, au-delà de ralentir la croissance économique de l’ensemble des pays.

La pandémie Covid19 induit un contexte favorable au développement de la criminalité économique. Cette criminalité économique qui est le fait des mafias et de l’émergence d’autres comportements criminels à caractère économique. Ceux-ci se matérialisent par deux phénomènes précis, à savoir : la spéculation illégale à la hausse de certains biens et services économiques et le développement de la contrefaçon des médicaments et divers produits sensés apporter une solution à cette pathologie. Le premier phénomène est observable dans les économies à forte propension informelles, à travers la hausse illégale des prix des denrées de premières nécessités, et des produits issus de petits commerces ; ce qui paradoxalement, est en déflation dans les économies structurées et formalisées. Quant au deuxième phénomène, il se traduit par l’action dynamique des entités criminelles dans le but de tirer profit des niches de production lucratives de biens. *A cet effet, Roberto Saviano pense :« qu’au fil des années, les mafias ont réussi à s’infiltrer au sommet du secteur de la santé, comme en témoigne la condamnation pour mafia de Carlo Chiriaco, qui aurait pu être à la fois directeur de l’ASL [N.D.A : Autorité sanitaire locale] de Pavie et référent de la Ndrangheta en Lombardie dans les soins de santé. La véritable affaire criminelle n’est pas de voler des masques destinés à la revente. La Turquie, l’Inde, la Russie, le Kazakhstan, l’Ukraine et la Roumanie ont arrêté ou réduit leurs exportations de masques : 19 millions d’échantillons (dont Fpp2, Fpp3 et chirurgicaux) sont bloqués à l’étranger, dans les pays de production ou dans ceux qui transitent par l’Italie. À votre avis, qui négociera les déverrouillages et les transits ? »[[13]](#footnote-13).* Dans certains pays africains, l’avatar de cette réalité est la contrefaçon des produits pharmaceutiques par des mafias criminelles et de groupes de délinquants voulant exploiter le contexte de panique généralisée favorisée par la faible capacité de certains Etats à disposer des stocks suffisants des médicaments et produits de qualité. C’est dans cette optique qu’on observe la fabrication et la commercialisation à la hausse de la chloroquine de contrebande dans des pays comme le Nigéria, ou encore la découverte de laboratoire clandestins de fabrication de chloroquine au Cameroun, des faits favorisés par la panique des pénuries et la vulnérabilité du moral de populations. Dans le même ordre d’idée, on peut aussi évoquer les risques liés à la corruption financière, le blanchiment des capitaux avec le développement de la menace qui offre au large éventail de criminalité économique et financière un boulevard suscitant des risques à gérer.

Cette inclination à favoriser la criminalité économique, n’est pas étrangère à l’élucidation de cette menace sur le plan juridique.

* **Comme menace sur le plan juridique**

En tant que corps de normes structurant et organisant les rapports sociaux entre les individus, leurs environnements et les diverses relations qu’ils sont susceptibles d’entretenir, le droit constitue une cible privilégiée à l’avènement de la pandémie à covid19 dans les différentes sociétés humaines. Des rapports de droit privé aux autres rapports de droit public, la crise sanitaire du Covid19 met à l’épreuve, l’application normale des normes juridiques y relatives.

Si l’on prend les rapports et obligations contractuelles découlant du droit immobilier, du droit bancaire et des affaires de manière générale, on constate que l’avènement de cette pathologie se situe dans une situation de cas de force majeure, dont le pendant moral est l’adage selon lequel *« à l’impossible nul n’est tenu ».*De cette situation, découlent trois caractéristiques fondamentales devant influer sur les rapports contractuels de particuliers à particuliers. Ce sont le caractère imprévisible, la difficulté, voire l’impossibilité à respecter les engagements financiers relatifs aux relations contractuelles, et enfin, l’imputabilité de cette situation aux deux premières. Ainsi, les risques à gérer émergent des conséquences juridiques sur l’évaluation des crédits et emprunts, des baux, voire des services tarifés des secteurs bancaires et des télécommunications, voire de l’eau et de l’énergie. Concernant les rapports de droit public découlant des relations entre l’Etat, et ses démembrements entre eux, et entre ces derniers avec les populations, la crise à Covid19 constitue aussi une menace qui pourra notamment impacter le domaine fiscal, lié à la baisse des recettes des contribuables, ou encore le paiement de certaines amendes dues notamment au ralentissement de l’activité économique qui touche l’ensemble des secteurs d’activités économiques. Ces menaces à la sécurité juridique, voire judiciaire des activités découlant des sujets de droit privé et publics, pose aussi un problème important sur le plan éthique.

936 lecture

* **Comme menace sur l’éthique**

Considérer l’affection à covid19 comme menace de grande ampleur sur le plan éthique, ne saurait être exagérée. En effet, suite aux pistes sanitaires offertes en termes de mesures préventives et de mesures curatives, on a pu observer à tort ou à raison, une levée de bouclier des opinions publiques nationales et internationales. Ceci traduit la forte charge passionnelle de la question de la gestion sanitaire de cette menace. Entre considérations thérapeutiques et considérations éthiques, les menaces éthiques se posent d’abord sur le plan du traitement curatif face à l’affection du Covid19. Il est soumis à la menace de l’automédication généralisée, hors du contrôle clinique des professionnels de santé, et dans les pays sous-développés, de l’oreille attentive que les populations offrent aux charlatans, au risque de se contaminer d’autres affections. La floraison des charlatans et des solutions miracles face aux populations paniquées et inquiètes gagne du terrain. Par ailleurs, des interrogations émergent aussi sur la pertinence du protocole de traitement controversé à l’hydroxyde de chloroquine, proposée par le Pr. Français Didier Raoult, qui a pourtant produit des résultats prometteurs. Enfin, les préoccupations éthiques liées à cette maladie découlent des tentatives de développement des capacités préventives liées à la maladie.

Le principal point d’achoppement qui suscite les polémiques éthiques sur la lutte préventive contre la pandémie à Covid19 est la question de la vaccination., suite à des procédures controversées et des propos aux relents racistes, on a observé une levée de bouclier des opinions publiques pour dénoncer des dérives survenues non seulement dans les procédures d’élaboration des vaccins par l’industrie pharmaceutique, mais aussi aux possibilités de tests sur des populations africaines perçues comme étant de *potentiels cobayes* par ces dernières. C’est ainsi que le 31 mars 2020, la revue américaine *Nature[[14]](#footnote-14)* publie l’article intitulée *Journal of infectious* qui évoque la violation des procédures traditionnelles par le Center *for Population-level Bioethics* de l'université Reuters dans l’Etat du New Jersey. Il s’agit exactement de la violation des exigences de maturation dans les tests sur les humains. De plus, les prises de positions publiques de certains chercheurs évoquant à tort où à raison de potentiels tests sur les populations africaines, ont pu susciter l’indignation sur les populations du Continent qui au cours de l’histoire, ont connu moult expériences sanitaires traumatiques relatives aux tests de vaccins et protocole curatifs[[15]](#footnote-15). Fort de toutes ces controverses et polémiques sur les solutions autant curatives que préventives à la validité éthique douteuse et peu crédible, il devient dès lors crucial pour les Etats, notamment ceux d’Afrique, de maitriser la portée éthique de telles expérimentations. Dans cette veine, le Directeur Général de l’OMS pense que : *« ces propos racistes font ne rien avancer. Ils vont contre l’esprit de solidarité. L’Afrique ne peut être et ne sera un terrain d’essai pour aucun vaccin (…) il est honteux et horrifiant d’entendre des scientifiques tenir ce genre de propos au XXIe siècle. Nous les condamnons dans les termes les plus forts »[[16]](#footnote-16).* Les craintes sur le caractère éthique critiquable des mesures curatives et préventives de cette affection au fort potentiel morbide, menace aussi les systèmes culturels et de croyances.

* **Comme menace sur le plan socioculturel**

Les domaines socioculturels sont les principaux secteurs de la vie sociale touchée par la propagation à une vitesse exponentielle de la pandémie à COVID19. En effet, la fermeture des lieux d’exercices de ces activités est une réalité. Les secteurs de l’éducation de tout ordre (primaire, secondaire, et supérieur), ceux liés aux activités de l’exercice des cultes et confessions religieuses et parareligieuses (églises, synagogues, temples ; mosquée, monastères), aux lieux sociaux de protection de personnes vulnérables (orphelinats, maisons de retraite…), et bien évidement à l’industrie du spectacle et du divertissement dont les principaux acteurs sont ceux des arts et de la culture (animateurs de soirées humoristes, musiciens, danseurs), constituent des foyers de contaminations probables. En tant que lieux de forte concentration de populations du fait, soit du caractère collectif et populeux des louanges et adorations, voire de célébrations religieuses heureuses ou tristes (cérémonies et cultes funéraires), ou même du caractère public et général des conditions classiques d’enseignement qui exigent le plus souvent une présence physique dans les salles de classes et amphithéâtres, le risque encouru de propagation de la menace est freiné par des mesures barrières de fréquentation distanciées. Et il met désormais en crise tous les acteurs de ces domaines appelés à redéfinir, leurs modes de rencontre, au risque de voir voire réduire leurs activités. Concernant les artistes et acteurs du monde du spectacle, la menace que représente le coronavirus du fait de la distanciation sociale comme axe de prévention, fait d’une large palette d’activités y relatives (compétitions nationales, jeux olympiques et revenus télés et publicitaires, etc.) fonctionnent au ralenti. Les sinistres mettant an péril les pèlerinages[[17]](#footnote-17), les cultes et célébrations religieuses de premier plan, malgré quelques résistances importantes en Afrique et en Asie[[18]](#footnote-18) où la religion est pourtant un terrain de propagation et de contamination important. Face cette situation socioculturelle risquée et critique, le domaine environnemental n’est pas en reste.

* **Comme menace à la sécurité environnementale**

La biodiversité et les biotopes ne sont pas épargnés avec les développements relatifs à la menace à SARS-CoV-2. Si le développement de la pandémie à covid19 a permis d’observer la baisse de la pollution dans des bassins de forte productions industrielles en Chine, aux Etats unis et en Italie, une réalité qui se manifeste par la baisse des émissions de gaz à effet de serre, notamment le monoxyde de carbone, il n’en demeure pas moins pertinent que l’avènement et la propagation de cette pandémie à des influences tout aussi critiquables sur l’environnement[[19]](#footnote-19). Subséquemment à ces effets positifs, constituent de risques environnementaux réels pour les Etats et les sociétés, les populations et les biotopes animaux.

En effet et de manière générale, les maladies à corona constituent des Zoonoses, autrement dit des pathologies transmissibles entre les sujets humains et les animaux. Vue sous cet angle, elles constituent un véritable défi pour la consommation des espèces animales à risques qui constituent des vecteurs de transmissions hautement risqués. Ainsi ces maladies zoonotiques favorisées par certains comportements alimentaires et des relations de proximité, devraient interpeller les sujets humains sur la consommation des animaux hôtes intermédiaires (animaux domestiques, pangolins, chauve-souris…) et vecteurs de transmission vers l’homme. A ce titre, Doreen Robinson, responsable au Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) affirme que : "les êtres humains et la nature font partie d'un seul et même système connecté, et la nature fournit la nourriture, les médicaments, l'eau, l'air pur et de nombreux autres avantages qui ont permis aux gens de s'épanouir"; une affirmation qui appelle à la protection de la cohésion entre les biotopes animaliers et la communauté humaine. Cette globalité de la menace sur le plan sécuritaire de l’affection à covid19, qui se traduit dans une perspective déca-dimensionnelle, appelle à la prise de solutions tout aussi globale. Elle obéit à une multitude de tendances curatives et préventives.

1. **LES AXES GLOBAUX DE LA LUTTE CONTRE…**

En affirmant que : *« préserver la confiance de la population est essentiel à la solidarité, aux relations des pays entre eux, à la paix et à la stabilité internationales. Les nations forgent leur unité et s’épanouissent grâce à la conviction que leurs institutions peuvent prévoir les calamités, arrêter leur impact et restaurer la stabilité »*[[20]](#footnote-20), Henry Kissinger démontre les enjeux globaux et nationaux de la crise sécuritaire généralisée liée à la pandémie à covid19, qui nécessite une approche globale solidariste certes, tout en posant la nécessité d’affermissement des unités nationales. Ainsi, au-delà, des enjeux de compréhension et de saisie de la complexité géopolitique et phénoménologique de la menace à Covid19, qui s’imbriquent dans presque tous les domaines de la vie sociale. Ils impactent fortement la dynamique des civilisations actuelles. L’enjeu stratégique de lutte contre la pandémie, pour plus de pertinence, devrait obéir à une logique globale imbriquant l’international et le national. Pour y parvenir, cela passe par des axes géopolitiques et stratégiques d’une part (A), qui s’attèleront à manager les ingénieries techniques technologiques diverses d’autre part (B).

1. **Les axes géopolitiques et stratégiques**

En mettant sérieusement en doute la pertinence et la crédibilité du multilatéralisme face à son incapacité à manager les effets de la crise sécuritaire globale, la pandémie à Covid19, du fait de ses ravages sur l’ensemble des domaines de la vie des Etats et des populations, appelle à une prise de conscience universelle. Cette universalité qui d’abord se veut géographique, mais aussi phénoménologique, se doit d’emprunter des axes géopolitiques (1), balisés par les schèmes de pensées et de raisonnement stratégiques (2).

1. **Les axes géopolitiques de la lutte contre la pandémie**

Face à la crise du multilatéralisme et le retour des égoïsmes nationaux dans la prise en charge de la pandémie, la crise globale de l’affection au Covid 19 se pose comme un défi au multilatéralisme et au bilatéralisme. Ainsi sur le plan géopolitique, les axes de lutte contre cette affection au potentiel létal élevé devraient pour plus de pertinence, être structurés autour de la notion de niveau. Loin de décrédibiliser le multilatéralisme, ces tendances devraient obéir au renforcement des axes globaux, régionaux et interrégionaux, sous régionaux et transnationaux. De manière concrète, il est important de réduire les rivalités sur le plan géopolitique, dans une visée solidariste de lutter contre cette pandémie de la mondialisation dont l’approche globale, au niveau géographique, s’avère plus que nécessaire, tout en conciliant les aléas de la compétition entre puissances et la recherche de solution pérennes face à cette pandémie. Cette piste appelle à une collaboration entre les principaux cénacles étatiques multilatéraux (l’ONU et ses institutions spécialisées, Groupe de la Banque Mondiale G20, UE, UA, BAD, BECEAO, BEAC, ALENA, BRICS, et les diverses organisations sous-régionales et locales à caractère général et spécifique…). Ces axes géopolitiques de lutte contre la pandémie sont soumis à leur utilité pratique à condition qu’ils respectent les principaux axes stratégiques gouvernant la gestion des risques et menaces sécuritaires.

1. **Les axes stratégiques de la lutte contre la pandémie**

Les axes stratégiques pertinents de la lutte contre la propagation de l’affection à covid19 sont soumis aux principes traditionnels gouvernant l’analyse stratégique que sont l’efficacité et l’efficience. La dimension téléologique des mesures de lutte contre cette affection doit en effet, tenir compte de leur impact en termes d’apport de solution et de gestion rationnelle des moyens et ressources diverses (humaines, organisationnelles, structurelles, etc.) affectées à la lutte. Au-delà de l’enjeu important de la compréhension de la menace dans son essence complexe, multiple et globale, le caractère systémique de ses effets impose une approche holiste de lutte qui sied à son essence et à celle de ses effets. Comme toute menace dont le traitement obéit à un management stratégique, l’affection à covid19 dans son processus de traitement, obéit à une dissection ternaire selon les enjeux et niveaux qui y émergent, à savoir les enjeux de niveau stratégique, opérationnel ou opératif, et les enjeux tactiques.

Les enjeux de niveau stratégique concernent la rationalité des prises de décision par les politiques en vue d’endiguer de manière efficace, et efficiente le management des risques générés par cette crise sécuritaire globale. Par une savante maitrise de l’holistique comme méthode de management des menaces globales, notamment géographique et phénoménologique, les enjeux de niveau stratégique de direction se complètent par la maitrise des enjeux de niveau opératif et tactique. En effet, pour une meilleure maitrise de la dynamique de traitement de la menace, les enjeux de niveau opératifs se situent au niveau de la capitalisation rationnelle des différentes ressources administratives et sécuritaires plurielles. Quant aux enjeux tactiques, sans césure entre les premiers, et dans une logique cohérente, ceux-ci concernent la mobilisation intelligente des ressources non étatiques et populaires pour une meilleure conduite de la menace. Cette prise en compte théorique des pistes et tendances de lutte contre cette menace appelle au développement des axes managériaux et d’ingénierie comme doctrines de traitement du défi sécuritaire qui s’impose par sa virulence globale à l’ensemble de la communauté internationale et des communautés nationales.

1. **LES AXES MANAGÉRIAUX ET D’INGÉNIERIE DE LA LUTTE CONTRE LA MENACE**

Contrairement à *l’approche up to down* retenue pour l’identification des enjeux stratégiques[[21]](#footnote-21) mobilisée plus haut dans l’identification idéelle de ce qui importe dans la lutte contre la menace, la dimension managériale de lutte contre la menace obéit elle aussi à une dimension globale qui tient en compte de la réalité. Elle emprunte les axes d’analyse identifiant les enjeux des acteurs les plus bas (individus, groupes, entreprises, réseaux, associations diverses…), vers les acteurs les plus hauts que sont les acteurs politiques, administratifs et militaro-sécuritaires. Du point de vue managérial, il serait pertinent d’obéir à une logique stratégique pour la gestion de la menace et des risques divers. Ces derniers prennent fortement en compte, la dimension empirique de celle-ci, et ils se construisent autour d’un enjeu tout aussi tripolaire se déclinant en enjeux de structuration, de mutualisation et coordination.

1. **Les axes managériaux de la lutte contre la menace**

Dans la lutte contre la menace, trois axes managériaux, structurés autour de la recherche de l’efficacité et de l’efficience, sont susceptibles d’emprunter d’abord les besoins de structuration des ressources et moyens disponibles ; ensuite celui de la mutualisation de ces moyens, et enfin de réaliser la coordination pertinente de la gestion de la menace et des risques y associés.

* **L’enjeu de structuration des ressources**

La construction de toute dynamique maitrisée et pertinente de lutte contre la menace à covid19, et des risques pluriels qu’elle pose, et qui affecte les communautés et sociétés humaines, passe d’abord par la structuration des ressources et moyens disponibles pour implémenter et nourrir la dynamique de lutte. La structuration des ressources et des moyens renvoie à la nécessité de recensement et de capitalisation des ressources de toutes natures susceptibles de participer à la construction d’une stratégie pertinente de lutte contre la menace, en l’occurrence la menace à Covid 19. Des ressources normatives et institutionnelles (normes juridiques et dispositifs doctrinaux divers, institutions…), aux ressources économiques, en passant par les ressources humaines (expertises, volontaires, ressources), sanitaires (préventives, curatives, pharmaceutiques et de le pharmacopée), technologiques, aux ressources militaro-sécuritaires (Forces de défense et de sécurité, experts, techniciens...), aux niveaux interne et international, la constitution d’un répertoire de moyens mobilisables constitue un axe important de la structuration de la stratégie. Une fois cet inventaire réalisé, survient l’enjeu stratégique de leur mutualisation.

* **L’enjeu de mutualisation des ressources et des moyens**

A l’observation, la gestion de la crise sécuritaire systémique de la pandémie à covid19 est éclatée. Cet éclatement s’apprécie à travers le fort potentiel des ressources disponibles auprès des divers acteurs sociaux nationaux et internationaux (organisations internationales, administrations publiques, forces de défenses et sécurité, collectivités territoriales, entreprises publiques et privés, organisation de la société civile, cénacles scientifiques, organisations politiques partisans, mécènes, volontaires, individus…). Dans cette perspective, on a vu de grosses fortunes internationales de la GEP[[22]](#footnote-22) apporter des soutiens financiers et logistiques[[23]](#footnote-23). La mobilisation générale et dispersée des banques, des majors d’internet, des grandes multinationales de divers secteurs des fortunes locales au sein des Etats, la renonciation des politiques à leur salaire et la proposition des dons divers, des entreprises et des particuliers se proposer à agir. Ces moyens dispersés et éclatés soulèvent l’enjeu de leur mutualisation.

Au niveau africain, on constate aussi cet élan de générosité des grosses fortunes, dans tous les pays, notamment au Nigeria[[24]](#footnote-24) et en Afrique du Sud, premières puissances économiques du Continent, avec plus de maitrise dans la gestion au Nigeria où le consensus autour de la modalité centralisatrice est acceptée par les différents acteurs politiques, économiques et sociaux, qu’importe les lignes de fractures idéologiques, politiques et religieuses existant entre elles ; ce qui tend à donner des signaux positif face à l’enjeu de mutualisation des moyens et des ressources[[25]](#footnote-25). La mutualisation de manière générale est un procédé qui visant l’efficacité, et en opérant par l’efficience, consiste à se mettre d’accord pour mettre ensemble des moyens de diverses natures en vue d’optimiser les chances d’atteindre un ou plusieurs objectifs communs en évitant de disperser les énergies. En traduisant l’idée d’association, de mise en commun, la mutualisation dans le cadre de la lutte contre le COVID19, peut emprunter l’axe de la construction d’un consensus sur la méthodologie de collecte, de concentration, et de de coordination des ressources et moyens divers pour lutter contre la menace, entre les forces internationales et intérieures de nature diverses pour mieux matérialiser l’enjeu de coordination de la stratégie de lutte.

* **L’enjeu stratégique de coordination**

En tant que mode de raisonnement à forte propension pragmatique et téléologique, la stratégie vise à structurer des modalités d’action permettant de réaliser un ou plusieurs objectifs, en fonction de l’abondance, de la complexité, de l’insuffisance, ou de la rareté des moyens et des ressources. Face au caractère éclaté des actions des acteurs sociaux nationaux et internationaux dans la gestion de la pandémie àCovid 19, la maitrisestratégique de la menace passe par la compréhension et l’implémentation de la coordination des moyens préalablement mutualisées de manière rationnelle. Dans le but de créer des effets générateurs de réussite dans la maitrise des risques liées au covid19, dans une logique d’efficacité et d’efficience, l’enjeu de la coordination pose la nécessité du management harmonieux des différentes ressources et moyens éclatés dans le but d’en assurer une gestion réussie. De manière concrète, l’enjeu de coordination dans le managèrent des risques de la crise sécuritaire qu’est la menace à covid19 vise à créer une ou plusieurs instances décisionnelles, selon les ordres intérieurs ou internationaux (aux niveaux global, régional, sous-régional et interne) en charge de centraliser les moyens mutualisés en vue d’en apporter des solutions cohérentes et rationnelles issues des moyens et ressources hétérogènes. Elle vise à réduire les cloisonnements issus des différences phénoménologiques et sectorielles, en vue d’apporter dans une perspective holiste, une solution qui aura le mérite de fédérer avec davantage de succès ces éléments et forces disparates. La coordination de cette lutte peut emprunter des axes au niveaux nationaux et internationaux.

***Au niveau national***, l’axe coordinateur devait construire d’abord le concept fédérateur, autour des doctrines et principes gouvernant les politiques de défense et de sécurité des nations, tout en trouvant des dispositifs institutionnels crédibles qui en assureraient la fonction coordinatrice. La nécessité de construire un consensus autour d’un management institutionnel non-éclaté des diverses ressources, publiques ou non, collectives ou individuelles de toutes natures, est un préalable à toute action coordinatrice, qui devra ensuite définir sur le plan opérationnelle les acteurs en charge de la conduite de ladite lutte. Quant aux acteurs opérationnels, pour les Etats africains, l’enjeu de positionnement des acteurs locaux de la recherche dans la fourniture de solution survient aussi, notamment sur le plan scientifique et des solutions médicinales, face au risque de dépendance extérieur du fait des coûts économiques et stratégiques d’une option qui négligerait cet aspect. Pour le renforcement de la légitimité et de la crédibilité des organes coordinateurs, l’intégration d’une dynamique participative associe les acteurs institutionnels de divers ordres, aux acteurs non-étatiques, mais sous la coordination de ceux-ci (Coordination par l’interdépendance des potentialités et l’autorité légale et légitime). Cet axe a au moins le mérite de positionner les gouvernements comme principaux acteurs, entrepreneurs et fournisseurs de la sécurité et de la gestion des risques sécuritaires d’origine extérieurs, ou alors liées aux répliques intérieures (criminalité économique, menaces séditieuses, troubles sociopolitiques susceptibles de réduire la croyance aux gouvernements comme principaux pourvoyeur de solutions aux menaces sécuritaires plurielles) qu’offre la crise comme fragilisation des systèmes sociopolitiques et des mécanismes populaires de loyauté. Dans ce contexte, un renforcement du caractère providentiel de l’Etat par des mesures fortes s’avère pertinent, notamment face à la baisse du pouvoir d’achat des populations. En plus des axes nationaux, l’enjeu de coordination peut aussi se traduire au niveau international.

***Aux niveaux internationaux***, les axes de coordination doivent se structurer autour des acteurs multilatéraux de divers sous-ordres et dans le cadre des relations bilatérales. Au niveau multilatéral, le management de la crise, malgré les manœuvres de compétition des puissances, doit emprunter pour plus d’efficacité, les chemins du renforcement des mécanismes de coopération politique et techniques aux niveaux global, régional, et sous-régional. Cela appelle à l’augmentation des moyens de l’OMS et non aux velléités de son affaiblissement[[26]](#footnote-26), la recherche des solutions dans le secteur des transports, mais aussi à la redéfinition conjoncturelle des rapports économiques et financiers interétatiques dans le cadre de la gestion de la dette des pays africains (réduction, voir annulation) au sein des IECFI[[27]](#footnote-27). Concernant la préoccupation de la dette des pays africains, il apparait paradoxal pour les puissances globales de formuler des solutions financières en termes de prêts[[28]](#footnote-28) (FMI,BM, UE, Chine..), alors que ceux-ci ont déjà du mal à gérer leurs dettes extérieures envers ces principales puissances. Dans une logique prospective, une telle situation augmenterait le lien de dépendance économique des Etats africains, notamment avec la baisse des recettes pétrolières et des autres matières premières, et par le fait même, le lien de dépendance stratégique devient ainsi un enjeu de compétition entre les principales puissances mondiales. Dans le même ordre d’idées, l’axe du resserrement des mécanismes sécuritaires de contrôle des flux de populations et de marchandises (OMD, EUROPOL, INTERPOL), l’activation des mécanismes de veille et d’alerte rapide susceptibles de contenir les effets de cette menace globale et plurielle sur les ordres sociopolitiques au niveau régionaux et sous-régionaux ( UE, ALEAN,UA, CEDEAO,CEEAC, CENSAD…) apparaissent comme des axes de solutions visant à renforcer l’enjeu de coordination aux niveaux respectifs de l’action internationale et géopolitique. À ces axes de coordinations multilatéraux, on peut évoquer les axes bilatéraux de coordination.

Le bilatéralisme interétatique est une source prodigieuse de solutions dans le management sécuritaire des menaces de divers ordres. Et la menace dont il est question de traiter ne fait pas exception à cette règle quasi-dogmatique, quoique scientifiquement valide. Face à la pandémie du Covid19, la redynamisation de la coopération bilatérale à l’échelle domestique avec les Etats voisins, et la consolidation des relations coopératives avec les partenaires bilatéraux sont susceptibles d’apporter des solutions en conformité avec les intérêts nationaux des Etats sans pour autant exposer leurs vulnérabilités. Ainsi, au-delà de la maitrise des frontières et des flux de populations et des marchandises, la coopération bilatérale entre les Etats peut permettre l’échange de solutions net d’expériences entre les Etats disposant des ressources de natures divers (sanitaire, managériales et logistiques…) dans le traitement de la menace. Dans ce sens, la coopération sud-sud s’avère être une piste à développer pour les pays africains, notamment dans le sens de l’accroissement de leurs potentiels curatif et logistique dans la recherche des solutions diverses avec les pays comme l’Inde, la Chine ou l’Indonésie, ces derniers jouissant d’expériences multiples avérées en la matière. Ainsi sur le plan bilatéral, la maitrise rationnelle des relations avec les partenaires traditionnels et des partenaires susceptibles d’apporter des solutions dans la perspective de la réduction des liens de dépendance stratégique, est une option à envisager. Le management pertinent des enjeux de coordination qui assurent aussi l’orientation des ingénieries techniques et opérationnelles de la lutte contre la menace.

1. **Les axes d’orientation des ingénieries techniques et opérationnelles de la lutte**

La réussite et la pertinence du management de la crise sécuritaire lié à la pandémie du Covid19 d’une part, et à la gestion des risques y afférant, offrent trois axes d’orientation opérationnelle des ingénieries susceptibles d’apporter une réponse stratégique coordonnée et pertinente. Ces axes sont entre autres l’ingénierie managériale (politico-institutionnelle), les ingénieries hippocratiques (sanitaires), et les ingénieries technologiques.

* **Les axes de l’orientation de l’ingénierie managériale face à la crise**

Si l’une des caractéristiques de la gouvernance et de la gestion des affaires de cité consiste en la prévision des risques, leur gestion maitrisée entre aussi dans le champ d’application de celle-ci en vue de sauvegarder la stabilité et le dynamisme des ordres sociopolitiques et socioéconomiques. A l’effet de manager de manière adéquate et intelligente cette crise sécuritaire, les autorités détentrices de la contrainte légitime doivent en assurer la coordination et la structuration à travers les structures institutionnelles prévues à cet effet, en fonction non seulement des missions classiques qui leurs sont reconnues (protection civile, défense et sécurité, autorités sanitaire, de la recherche, infrastructures diverses…) par un organe conjoncturel permanent, celles-ci pouvant s’inscrire dans une logique prospective en pensant à sa matérialisation structurelle. A cet effet, les structures ayant déjà l’expérience du management des crises sécuritaires et de la centralisation des moyens et ressources diverses, apparaissent plus appropriées pour prendre en charge de manière efficiente et efficace, la gestion de la crise tout en encourageant les mesures volontaristes des acteurs sociaux divers non-étatiques, sous leurs coordinations. L’orientation de l’ingénierie managériale existant déjà au sein des acteurs institutionnels, permettra de mieux juguler cette menace. Ceux-ci seront renforcés par leurs compétences respectives et leurs expériences dont la gestion passe aussi par une maitrise rationnelle des axes hippocratiques.

* **Les axes d’orientation des ingénieries hippocratiques**

Par axes d’orientation des ingénieries hippocratiques, on entend la manière et les contours devant définir le rôle et les actions des savoirs et savoir-faire des différents acteurs du secteur de la santé. Ainsi, des acteurs de la galaxie clinicienne, à ceux de l’industrie pharmaceutique, en passant par les acteurs paramédicaux, l’enjeu consiste à formuler des modalités d’actions qui sauvegardent cinq intérêts. Ce sont la prévention, le traitement de l’affection, la déflation des cas de contamination, la rationalité des coups économiques des solutions sanitaires, et la pleine collaboration entre ces divers acteurs et les acteurs manageant la crise pour freiner et réduire les effets de la propagation de la maladie dans tous les systèmes sociaux. S’il existe des controverses plurielles déjà évoquées sur la viabilité et la pertinence des solutions suggérées, les pistes de réflexions porteuses de solutions opératoires doivent prévenir des dynamiques de positionnement d’acteurs agissant dans le sens de l’exclusion des potentielles solutions face à la menace. Dans cette perspective, ***une erreur à éviter est l’effet de dispersion*** des ressources sanitaires disponibles au détriment de la prise en charge des autres pathologies tout aussi nocives, voir plus létales que le covid19, notamment dans les formations hospitalières. La férocité entre solutions exogènes et endogènes existantes parmi les fournisseurs de solution, peut être évitée, en privilégiant les pistes de solutions les moins couteuses sur le plan économiques et respectueuses des exigences éthiques et cliniques. Dans ce sens, les solutions et proto-solutions endogènes (pharmacopées, laboratoires locaux…) sont à considérer avec plus de considération : elles sont aussi des preuves locales de l’existence des ingénieries technologiques à prendre en compte dans le management de la crise sécuritaire générale.

* **Les axes d’orientation des ingénieries technologiques**

Poser la nécessité orientation adéquate des ingénieries techniques et technologiques diverses, fait émerger la préoccupation sur la manière dont celles-ci peuvent être combinées de manière perspicace, en vue de juguler les effets de la menace dans les divers domaines et secteurs sociaux. Les ressources et moyens disponibles que sont les diverses expertises et avancées techniques et technologiques, constituent des faisceaux mutualisables pour gérer les effets de la menace sur l’économie, et en vue de la nécessité de la subsistance des activités culturelle (éducation) et artistique. Ainsi, pour quitter de la recherche des solutions à l’étape de sortie de crise, la mutualisation et la gestion fonctionnelle des ingénieries technologiques, est un axe à définir dans une perspective d’efficacité. En conciliant les expertises scientifiques (de recherche, numériques, communicationnelles, les NTIC…), elle peut permettre aux relations d’intermédiation de continuer à se développer, du e-commerce au e-learning, en passant aux e-cultes, et au développement de ces activités par tous les acteurs de la galaxie des nouveaux médias et des médias classiques.

Fort de tous ces développements, on peut dire que l’essence globale de la menace sécuritaire liée à la pandémie à covid19, appelle aussi, par voie de conséquence, le développement de stratégies globales maitrisées en vue d’en assurer son traitement. Si les dégâts y relatifs sur certains pays peuvent être considérés comme un échec de la prévision chère à la prospective, puisqu’avec le surgissement de cette affection en Chine, les Etats disposants des services d’intelligence et de prospective, auraient pu prendre des mesures d’anticipation, en vue de la contenir[[29]](#footnote-29), ou même encore, dans la même veine, certains leaders d’opinion, *think thanks* et fondations privées auraient tout aussi prévu cette même pandémie, on constate implacablement que les faiblesses intrinsèques de divers systèmes de sécurité nationaux, y compris dans les grandes puissances et les principales firmes multinationales, est un fait[[30]](#footnote-30). Cette situation qui pose le problème de l’utilisation au niveau stratégique des données et informations issues des acteurs opérationnels, soulève aussi la nécessité de la prise en charge stratégique de la menace avec les enjeux y relatifs. Des enjeux de compréhensions (perspective globale géographique et phénoménologique), aux enjeux de la gestion des rationalités (prospective), surviennent aussi cinq enjeux stratégiques dans la lutte contre la pandémie et ses effets, à savoir : ceux de nature conceptuels que sont l’efficacité et l’efficience d’une part, et ceux de nature managériaux et pragmatiques que sont la coordination, la mutualisation et la structuration des ressources et des moyens de lutte, d’autre part. La maitrise rationnelle de ces enjeux permettra à coup sûr de gérer de façon adéquate les risques sécuritaires globaux de natures géopolitiques (aux niveaux globaux, régionaux, bilatéraux et interne), économiques, culturels, juridiques, sanitaires, éthiques et environnementaux qui en constituent le caractère déca-dimensionnel. Par-delà tout pessimisme et tout optimisme sur sa gestion, la *déca-dimensionnalité* de cette menace à la sécurité doit plutôt inviter à une posture lucide de la part des divers groupes sociaux et collectivités humaines. Ils doivent en assurer le traitement, par le triomphe de l’unité, et de la cohésion, car toute situation critique est une opportunité de relance des systèmes sociopolitiques et socioéconomiques vers le sens voulu par les acteurs.

**Auteur :**



**Dr. OWONA WOLFGANG Jr., PhD.**

*Diplomate,Politiste et expert en sécurité internationale*

*Formateur à l’Ecole Internationale de Guerre de Yaoundé/ Séminaire Afrique et Développement*

[*krauserminrex@gmail.com*](mailto:krauserminrex@gmail.com)

*Tel :**+237655388571*

1. Plusieurs pathologies sont causées par les coronavirus chez les adultes et les enfants, notamment sur les plans respiratoires, neurologiques et entériques. [↑](#footnote-ref-1)
2. Les cinq définitions sectorielles de la sécurité (Busan, 1983) [↑](#footnote-ref-2)
3. CQRPSPC, (2010) [↑](#footnote-ref-3)
4. Source : <https://fr.statista.com/statistiques/1091585/morts-infections-coronavirus-monde/> [↑](#footnote-ref-4)
5. Idem. [↑](#footnote-ref-5)
6. 791 morts le 13 avril 2020, statistiques compilées OMS. [↑](#footnote-ref-6)
7. 509 officiellement et 7 cas de décès d’après le ministère de la santé de la République du Cameroun. [↑](#footnote-ref-7)
8. [↑](#footnote-ref-8)
9. Statistiques OMS [↑](#footnote-ref-9)
10. Maurice CUSSON, *“Le concept de sécurité intérieure.”* (2014), Montréal : École de criminologie, Université de Montréal. Un texte inédit, 2014, 10 pp., p.7. [↑](#footnote-ref-10)
11. Frictions diplomatiques entre les Etats Unis et la Chine, notamment à l’OMS. [↑](#footnote-ref-11)
12. *Idem.* [↑](#footnote-ref-12)
13. Saviano R. (2018), Piranhas (Du monde entier), Editions Gallimard [↑](#footnote-ref-13)
14. La revue scientifique Nature est l’une des plus prestigieuse et des plus respectées dans le monde scientifique. [↑](#footnote-ref-14)
15. [↑](#footnote-ref-15)
16. Tedros ADHANOM GHEBREYESUS réagissait ainsi aux propos de scientifiques français désignant l’Afrique comme terrain susceptible d’essais des vaccins pour lutter contre le COVID19. [↑](#footnote-ref-16)
17. Pèlerinage du Hadj 2020 annulé, y compris celui de Lourdes, la solennité chrétienne des Rameaux [↑](#footnote-ref-17)
18. En Afrique, certaines congrégation évangélistes bravent les interdits pour se réunir, c’est aussi le cas e, Malaisie ou les célébrations de, du pèlerinage hindou de Thaipusam près de Kuala Lumpur a drainé l'année dernière 400 000 personnes, fait encore foule malgré la pandémie. [↑](#footnote-ref-18)
19. L’analyse de certaines cartographies de la NASA fait observer la diminution du dioxyde d’azote en Chine et dans des certaines zones des pays évoqués du fait de la réduction de l’activité anthropique polluante due à l’épidémie de COVID-19**.** [↑](#footnote-ref-19)
20. Ancien Secrétaire d’Etat américain des Présidents Ford et Nixon, tribune paru dans *Paris Match*| Publié le 08/04/2020 à 18h00 |*Mis à jour le*08/04/2020 à 22h07 [↑](#footnote-ref-20)
21. La stratégie étant ici employée comme discipline. [↑](#footnote-ref-21)
22. *Global Elite Power* qui renvoie à l’élite politique et financière mondiale. [↑](#footnote-ref-22)
23. Les PDG de twitter Jack Dorsey ( 1 milliard USD), les entreprises ( le [conglomérat industriel 3M](https://news.3m.com/blog/3m-stories/3m-responds-2019-novel-coronavirus) qui met à la dispositions 35 millions de respirateurs mensuel, le milliardaire chinois Jack Ma à l’apport logistique gigantesque ; [Procter & Gamble](https://us.pg.com/Breaking-News/) dans la production accélérée des solutions hydro-alcooliques), les acteurs de la finance internationale ( MFMI, BM, Bank of America, city group), sans oublier les acteurs de la grande distribution comme Zalmart qui met plus de 25millions de dollars USD dans la lutte contre la pandémie. [↑](#footnote-ref-23)
24. En République Fédérale du Nigeria, le Consens sur la stratégie de lutte, malgré le caractère hétérogène et segmenté du pays montre sa pertinence du fait qu’au-delà de l’unanimité qu’il existe sur la stratégie de lutte, les principaux acteurs sociopolitiques ont pu construire un consensus sur une approche collective et holiste de lutte menée de concert par tous les acteurs sociopolitiques et économique sur l’impulsion du Gouvernement fédéral. [↑](#footnote-ref-24)
25. Parmi les milliardaires de ces deux puissances, dont certains figurent dans les références du magazine Forbes Forbes, on peut évoquer pour le Nigeria Aliko Dangoté, Tony Elumelu, Alakija ; e pour la République sud-africaine Oppenheimer, Motsepe, Akhannouch, Masiyiwa ou encore Dewji [↑](#footnote-ref-25)
26. Menaces américaines de diminution des moyens de fonctionnement de l’Organisation Mondiale de la santé ; suite au reproches qui lui est fait d’avoir une inclination fortement *sinopolitaine.*  [↑](#footnote-ref-26)
27. Institutions économiques, commerciales et financières internationales. [↑](#footnote-ref-27)
28. [↑](#footnote-ref-28)
29. Plusieurs rapports avaient prévu l’avènement de ce qui allait devenir la pandémie à covid189, dont le NCMI ***(National Center for Medical Intelligence)****,* service de renseignement de l’armée des Etats Unis d’Amérique dans son un rapport de renseignement du mois de novembre 2020 où « les analystes ont conclu que cela pourrait être un événement cataclysmique ». En 2004, le NIC (National *Intelligence Council*) prévoie qu’en 2020 deux choses sont susceptibles de freiner la dynamique globalisatrice du monde, à savoir une Pandémie ou un conflit armé : une guerre mondiale ou une pandémie. Quant à la Central Intelligence Agency, elle met en garde dans « Le nouveau rapport de la CIA ***: Comment sera le monde en 2025 »,*** paru en février 2009 et préfacé par l'historien Alexandre Adler, prévoit : *« le déclenchement possible d'une pandémie mondiale » (…), « l'apparition d'une nouvelle maladie respiratoire humaine virulente, extrêmement contagieuse, pour laquelle il n'existe pas de traitement adéquat »*. [↑](#footnote-ref-29)
30. Le 18 février 2017, Bill Gates, Patron du Géant américain Microsoft et patron de la fondation éponyme affirmait lors du Forum de Munich sur la sécurité décrivait une pandémie se caractérisant par : *« Des gènes pathogènes, apparus dans la nature ou dans les mains d'un terroriste, transmis dans l'air et se propageant rapidement pourraient tuer trente millions de personnes en moins d'un an, et ce d'ici 10 à 15 ans ».* Dans le même ordre d’idées, Jack Attali, dans son ouvrage intitulé ***La crise, et après*** *?* Publié au cours de l’année 2009, où des extraits précis : *« des pandémies beaucoup plus sévères [que la grippe H1N1] sont possibles, porteuses de plus terribles menaces encore » (…) « Je dis depuis très longtemps qu'il faut travailler dans l'intérêt des générations futures. L'économie positive consiste à prévoir le pire comme un scénario possible pour qu'il n'arrive pas » (…)*  *« le moment n'est pas de faire des critiques, mais d'agir. En priorité, il faut*[*produire des masques*](http://www.leparisien.fr/societe/coronavirus-edouard-philippe-annonce-que-40-prototypes-de-masques-sont-testes-21-03-2020-8285019.php)*, des appareils respiratoires,*[*trouver un médicament*](http://www.leparisien.fr/societe/sante/coronavirus-la-chloroquine-est-elle-vraiment-un-remede-miracle-18-03-2020-8282475.php)*ou un vaccin ».* [↑](#footnote-ref-30)